

## 13.5 Union monétaire européenne

En 2016, l'économie de la **zone euro** a été confrontée à un environnement extérieur difficile. La croissance dans les économies de marché avancées et émergentes a été modeste au regard des évolutions passées ; il y a eu également des épisodes d'incertitude accrue ainsi que des pics de volatilité de courte durée sur les marchés financiers, en particulier à la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne (UE) en juin et après l'élection présidentielle américaine en novembre. L'inflation mondiale a été modérée en raison de l'effet des baisses antérieures des prix du pétrole, qui s'atténue progressivement, et de la persistance d'importantes capacités de production inutilisées dans le monde.

Dans la zone euro, la reprise se confirme : le PIB croît de 1,6 %, après + 1,5 % en 2015. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement.

En 2016, le **taux de change effectif nominal** de l'euro a été globalement stable. En termes

bilatéraux, toutefois, l'euro a évolué par rapport à certaines autres grandes devises. Vis-à-vis du dollar, il est demeuré remarquablement stable durant la majeure partie de 2016, mais il a fléchi vers la fin de l'année. Une dépréciation de l'euro vis-à-vis du yen a été en partie compensée par une appréciation par rapport à la livre sterling.

En 2016, la hausse de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)** total dans la zone euro s'est établie à 0,2 %, en moyenne, contre 0,0 % en 2015. Le profil d'évolution de l'IPCH s'explique essentiellement par les évolutions des prix de l'énergie. L'**inflation** totale a été négative au printemps, mais a progressivement augmenté par la suite. En décembre, elle a enregistré une hausse de plus de 1,25 point de pourcentage par rapport au point bas observé en avril. L'inflation sous-jacente, mesurée par la hausse de l'IPCH hors énergie et produits alimentaires, n'a pas montré de signe d'accélération, oscillant entre 0,7 % et 1,0 % durant l'année.

Le **déficit** budgétaire de la zone euro a continué de diminuer en 2016, en raison essentiellement de la baisse des paiements d'intérêts et d'une situation conjoncturelle favorable, tandis que l'orientation budgétaire de la zone était expansionniste. Le ratio de la **dette publique** de la zone euro a continué de baisser (88,9 %, après 89,9 % en 2015). ■

### Définitions

**Zone euro (ou Union économique et monétaire – UEM) :** ensemble géographique constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie nationale. Plusieurs critères sont nécessaires pour rejoindre la zone euro : il s'agit des critères de convergence du traité de Maastricht. Les 19 États membres constituant la zone euro sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Critères de convergence du Traité de Maastricht, déficit public notifié, dette publique notifiée, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, parité de pouvoir d'achat (PPA), produit intérieur brut (PIB), taux de change effectif nominal et réel, taux d'intérêt :** voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 1,5 % et 1,7 % du PIB », *communiqué de presse* n° 160, Eurostat, octobre 2017.
- « Rapport annuel 2016 », Banque centrale européenne, avril 2017.
- « Rapport sur la convergence 2016 », Banque centrale européenne, juin 2016.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

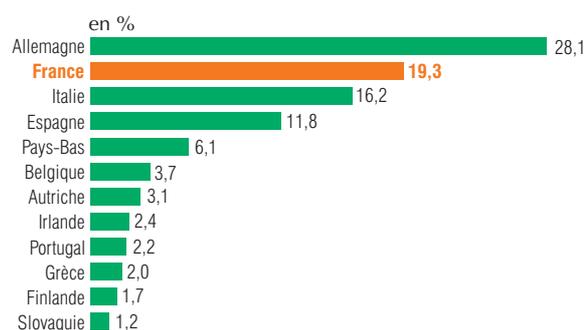
## Taux de change de l'euro contre devises

	pour un euro		
	2015	2016	2017
Dollar	1,0887	1,0541	1,1993
Yen	131,07	123,40	135,01
Livre sterling	0,7340	0,8562	0,8872
Franc suisse	1,0835	1,0739	1,1702
Couronne danoise	7,4626	7,4344	7,4449
Couronne suédoise	9,1895	9,5525	9,8438
Couronne tchèque	27,023	27,021	25,535
Forint hongrois	315,98	309,83	310,33
Leu roumain	4,5240	4,5390	4,6585
Lev bulgare	1,9558	1,9558	1,9558
Zloty polonais	4,2639	4,4103	4,1770

Note : en fin de période.

Source : Banque centrale européenne.

## Part des principaux pays dans le PIB de la zone euro à 19 en 2016



Note : PIB calculés en parités de pouvoir d'achat.

Champ : États membres dont la part dans le PIB de la zone euro excède 1 %.

Source : Eurostat (extraction du 25 octobre 2017).

## Situation des pays de l'UE au regard des critères de convergence

	Solde des finances publiques <sup>1</sup> en % du PIB			Dette publique <sup>1, 2</sup> en % du PIB			Inflation <sup>3</sup> en %			Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup> en %		
	2014 (r)	2015 (r)	2016	2014 (r)	2015 (r)	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Allemagne	0,3	0,6	0,8	74,6	70,9	68,1	0,8	0,1	0,4	1,16	0,50	0,09
Autriche	-2,7	-1,0	-1,6	83,8	84,3	83,6	1,5	0,8	1,0	1,49	0,75	0,38
Belgique	-3,1	-2,5	-2,5	106,8	106,0	105,7	0,5	0,6	1,8	1,71	0,84	0,48
Bulgarie	-5,5	-1,6	0,0	27,0	26,0	29,0	-1,6	-1,1	-1,3	3,35	2,49	2,27
Chypre	-8,8	-1,2	0,5	107,5	107,5	107,1	-0,3	-1,5	-1,2	6,00	4,54	3,77
Croatie	-5,1	-3,3	-0,9	85,8	85,4	82,9	0,2	-0,3	-0,6	4,05	3,55	3,49
Danemark	1,1	-1,8	-0,6	44,0	39,5	37,7	0,4	0,2	0,0	1,32	0,69	0,32
Espagne	-6,0	-5,3	-4,5	100,4	99,4	99,0	-0,2	-0,6	-0,3	2,72	1,73	1,39
Estonie	0,7	0,1	-0,3	10,7	10,0	9,4	0,5	0,1	0,8	...	...	...
Finlande	-3,2	-2,7	-1,7	60,2	63,6	63,1	1,2	-0,2	0,4	1,45	0,72	0,37
<b>France<sup>5</sup></b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,4</b>	<b>94,9</b>	<b>95,6</b>	<b>96,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>1,67</b>	<b>0,84</b>	<b>0,47</b>
Grèce	-3,6	-5,7	0,5	179,0	176,8	180,8	-1,4	-1,1	0,0	6,93	9,67	8,36
Hongrie	-2,7	-2,0	-1,9	75,2	74,7	73,9	0,0	0,1	0,4	4,81	3,43	3,14
Irlande	-3,6	-1,9	-0,7	104,5	76,9	72,8	0,3	0,0	-0,2	2,37	1,18	0,74
Italie	-3,0	-2,6	-2,5	131,8	131,5	132,0	0,2	0,1	-0,1	2,89	1,71	1,49
Lettonie	-1,2	-1,2	0,0	40,9	36,9	40,6	0,7	0,2	0,1	2,51	0,96	0,53
Lituanie	-0,6	-0,2	0,3	40,5	42,6	40,1	0,2	-0,7	0,7	2,79	1,38	0,90
Luxembourg	1,3	1,4	1,6	22,7	22,0	20,8	0,7	0,1	0,0	1,34	0,37	0,25
Malte	-1,8	-1,1	1,1	63,8	60,3	57,6	0,8	1,2	0,9	2,61	1,49	0,89
Pays-Bas	-2,3	-2,1	0,4	68,0	64,6	61,8	0,3	0,2	0,1	1,45	0,69	0,29
Pologne	-3,6	-2,6	-2,5	50,2	51,1	54,1	0,1	-0,7	-0,2	3,52	2,70	3,04
Portugal	-7,2	-4,4	-2,0	130,6	128,8	130,1	-0,2	0,5	0,6	3,75	2,42	3,17
Rép. tchèque	-1,9	-0,6	0,7	42,2	40,0	36,8	0,4	0,3	0,6	1,58	0,58	0,43
Roumanie	-1,4	-0,8	-3,0	39,4	37,9	37,6	1,4	-0,4	-1,1	4,49	3,47	3,32
Royaume-Uni	-5,5	-4,3	-2,9	87,4	88,2	88,3	1,5	0,0	0,7	2,14	1,79	1,22
Slovaquie	-2,7	-2,7	-2,2	53,5	52,3	51,8	-0,1	-0,3	-0,5	2,07	0,89	0,54
Slovénie	-5,3	-2,9	-1,9	80,3	82,6	78,5	0,4	-0,8	-0,2	3,27	1,71	1,15
Suède	-1,6	0,2	1,1	45,5	44,2	42,2	0,2	0,7	1,1	1,72	0,72	0,54
<b>Valeur de référence<sup>6</sup></b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>...</b>	<b>0,7</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>4,00</b>	<b>...</b>

1. Chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat. 2. Dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht. 3. Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), en moyenne annuelle. 4. En moyenne annuelle. 5. Source Insee pour la dette publique. 6. Pour l'inflation et les taux d'intérêt, les valeurs de référence sont issues des rapports sur la convergence de la Banque centrale européenne ; pour 2015 la période est mai 2015 à avril 2016.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat (extraction du 25 octobre 2017).

## Comparaison de la zone euro à 19 aux États-Unis et au Japon en 2016

	Zone euro	États-Unis <sup>1</sup>	Japon <sup>2</sup>		Zone euro	États-Unis	Japon <sup>2</sup>
Population (en millions)	339,4	322,2	127,7	Dette publique (en % du PIB)	88,9	127,6	234,0
Taux de chômage (en %) <sup>3</sup>	10,0	4,9	3,1	Évolution des prix à la consommation (en %) <sup>3</sup>	0,2	1,3	-0,1
PIB (en milliards d'euros)	10 737,8	16 775,8	4 462,4	Évolution de la production industrielle (en %) <sup>6</sup>	1,6	0,0	-0,2
PIB par habitant (en euros PPA) <sup>4</sup>	30 800	41 800	30 600	Évolution des ventes au détail en volume (en %) <sup>3</sup>	1,5	1,6	-1,2
Croissance en volume du PIB (en %) <sup>3,5</sup>	1,6	1,6	1,0	Solde des transactions courantes (en % du PIB)	4,0	-2,4	3,7
Déficit public (en % du PIB)	-1,5	-4,2	-3,5	Taux d'intérêt à long terme <sup>3</sup>	0,86	1,84	-0,07

1. Donnée 2015 pour le déficit public. 2. Données 2015 pour le déficit public, la dette publique et l'évolution des ventes au détail. 3. En moyenne annuelle. 4. PPA : parité de pouvoir d'achat. 5. Hors Irlande pour la Zone euro car les comptes de ce pays présentent une rupture de série en 2015 ; calculs Insee. 6. Hors construction, en moyenne annuelle.

Sources : Banque mondiale ; Eurostat (extraction du 27 octobre 2017) ; OCDE ; ONU (World Population Prospects 2017).

## Avertissement

*Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).*

*Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.*

*Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.*

*Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.*

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

# Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème  
et de la double page

## 11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et  
en couleur sont  
définis plus bas ou  
dans la rubrique  
« Définitions »  
en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-  
page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page  
Toutes les définitions  
sont regroupées dans la  
rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables  
gratuitement pour  
approfondir le sujet  
Adresses des sites  
Internet à retrouver dans  
la rubrique « Adresses  
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 805</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

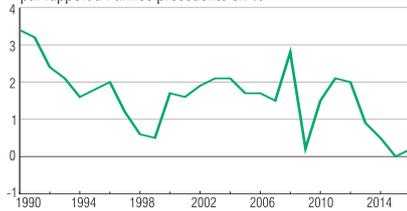
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
<b>France</b>	<b>0,8</b>	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	<b>Zone euro</b>	<b>1,1</b>
Irlande	-0,2	<b>UE</b>	<b>1,2</b>
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales